

# Aucune convergence des luttes n'est possible avec la négation d'une composante des classes populaires

Communiqué du FUIQP (Front Uni des immigrations et des quartiers populaires) / Décembre 2018

L'appel à une « convergence des luttes » est devenu systématique à chaque épisode des luttes sociales et politiques qui se multiplient compte tenu du rouleau compresseur libéral. La construction des conditions de cette convergence est en revanche beaucoup plus rare et même quasiment inexistante. C'est en particulier le cas avec de nombreuses associations regroupant des citoyen.ne.s héritier.ère.s de l'immigration et des quartiers populaires, des afro-descendant.e.s ou des racisé.e.s et entre autres le FUIQP. Alors que nos positions sont fréquemment caricaturées et réduites à du « communautarisme », du « racialisme » ou du « radicalisme » alors que nos revendications sont ignorées ou euphémisées, alors que nos intervenant.e.s sont « décommandé.e.s », on prétend « unifier » ou « fédérer » le peuple. Il n'y aura pas, il ne peut pas y avoir de convergence dans la négation ou l'hégémonisme. Il n'y aura pas de mobilisation commune avec les habitant.e.s des quartiers populaires si des questions essentielles pour elleux, ne sont pas prises en compte et intégrées dans l'analyse, les revendications et l'agenda. Parce que nous savons que les classes dominantes tentent toujours comme le souligne Saïd Bouamama de « diviser celles et ceux qui devraient être uni.e.s et d'unir celles et ceux qui devraient être divisé.e.s » nous publierons une série d'adresses visant à clarifier chacun des débats actuels qui empêche la construction d'une véritable convergence. Sans être exhaustif.ive.s les questions suivantes seront abordées :

## **La lutte contre les discriminations racistes**

Au mieux présentes par deux lignes dans les programmes ou par une phrase dans les tracts, les discriminations que nous subissons sont de fait niées ou euphémisées ce qui revient exactement au même. Or ces discriminations, loin d'être isolées, forment le quotidien âpre des habitant.e.s des quartiers populaires dans toutes les sphères de leur expérience : logement, emploi, orientation scolaire, accès aux loisirs, etc. Que ce soit directement pour les citoyen.ne.s elleux-mêmes héritier.ère.s de l'immigration ou par contagion pour de nombreux.euse.s autres (les parents de celles et ceux-ci ou compagnes et compagnons, amies et amis, etc.), ces discriminations productrices de souffrances multiformes détruisent les vies et marquent les subjectivités. Elles sont systémiques et ont des conséquences importantes sur la santé. Il n'y a pas de « gène » de la fragilité dans les quartiers populaires ou chez les héritier.ère.s de l'immigration mais la confrontation avec une machine à détruire. A la pauvreté et la précarité qui touchent toutes les classes populaires, s'ajoutent ces discriminations pour certain.e.s en fonction de leur origine ou de leur couleur. La négation ou l'omission de cette réalité fait apparaître le discours de nombreux.euses militant.e.s comme « extérieur », « décalé » quand ce n'est pas « hypocrite » et uniquement « électoraliste ». Nous n'avons fait que reprendre ici des termes entendus fréquemment lors de nos actions au sein des quartiers populaires.

## **Les violences policières**

Les dénonciations des violences policières sont de plus en plus fréquentes et nous nous en réjouissons. Toutefois pendant longtemps le silence a prévalu. De manière générale cependant ces violences sont dénoncées comme des « bavures » ou des « cas isolés » ne remettant pas en question l'organisation, les missions et les pratiques policières. Depuis de nombreuses décennies les habitant.e.s des quartiers populaires sont confronté.e.s à l'institution policière, à ses contrôles au faciès, ses pratiques d'humiliation, ses corps spéciaux comme la BAC, etc. Quasiment tous les quartiers populaires de France ont été endeuillés, bien trop souvent par la mort (généralement d'un jeune homme « noir ou arabe »). La mémoire est une réalité forte dans les quartiers populaires et les petits frères et petites sœurs grandissent avec ce souvenir du deuil. Les révoltes populaires de novembre 2005, de même que celles qui ont suivies depuis (non couvertes médiatiquement car limitées à un quartier ou réduites à de simples « incivilités » et « actes de délinquances ») soulignent l'ampleur du problème posé. Une phrase s'est répandue comme une traînée de poudre au moment des violences subies par Théo : « Théo explique pourquoi Zyed et Bouna couraient ». C'est dire les réactions épidermiques dans les quartiers populaires à chaque fois qu'une violence est réduite à une « bavure ». Les déclarations de soutien lors des initiatives des familles de victimes ne suffisent pas. Elles apparaissent comme un service minimum ne signifiant aucune prise en compte réelle.

### **L'accusation de « communautarisme »**

Nous le disions plus haut, outre les exploitations et oppressions qu'ils partagent avec le reste des classes populaires, les français.e.s héritier.ère.s de l'immigration postcoloniale (et leurs proches) subissent des discriminations concrètes et fréquentes, sont l'objet de réductions médiatiques et politiques récurrentes, deviennent à leur corps défendant des centralités du débat politique à chaque échéance électorale, sont de plus en plus l'objet d'une extrême-droite assumant plus fréquemment le recours à la violence. Logiquement des espaces se sont constitués (dont certains volontairement « non-mixtes » pour comprendre cette expérience commune, surtout que ces débats et questions, étaient et sont encore souvent tabous dans les autres espaces politiques. Ils ont fréquemment été caricaturés comme « espace communautaristes » non seulement par la droite mais par de nombreuses personnes et structures appelant à la « convergence des luttes ». Faut-il encore rappeler que le « communautarisme » qui sévit réellement dans notre société est celui des nanti.e.s et de leur « entre-soi » (en matière de logement, de choix scolaires, de loisirs, etc.) suscitant et produisant des espaces communautarisés non choisis pour les autres ? Faut-il encore décrire les processus systémiques d'exclusion des héritier.ère.s de l'immigration et des quartiers populaires de certains espaces (assemblée nationale, enseignement supérieur, médias, etc.) conduisant à un décalage entre celles et ceux-ci et la composition réelle de la société française ? Faut-il encore expliquer que ce qui est caricaturé comme « communautarisme » est, dans bien des cas, le dernier espace de solidarité qui existe concrètement ? Faut-il encore insister sur la logique du « double standard » conduisant à ne pas percevoir (en toute sincérité) les regroupements composés uniquement de « blanc.he.s » comme communautaristes et à sur-percevoir les regroupements composés d'héritier.ère.s de l'immigration comme tels ? Sur cet aspect le décalage est tel que se développe spontanément dans les quartiers populaires une logique d'inversion du stigmat. Quitte à être traité systématiquement de « communautaristes » (pour éviter les débats, les confrontations d'idées, les critiques, etc.) autant se dire de manière provocante « communautariste ». Faut-il aussi sur cet aspect rappeler que cette logique d'inversion du stigmat est une caractéristique classique de nombreuses luttes.

L'argument invoqué généralement est celui de l'attachement à l'universalisme. Il y aurait donc des « universalistes » qui s'opposeraient à des « communautaristes ». Cette nouvelle réduction élude le

nécessaire débat sur ce qu'est l'universalisme. Celui-ci serait-il la négation de toutes les exploitations et oppressions spécifiques ? Mais dans ce cas comment « fédérer le peuple » en ne prenant pas en compte l'expérience concrète de chacune de ses composantes ? L'universalisme n'est pas la négation du réel divers mais sa prise en compte pour assurer une convergence possible et nécessaire du fait de l'existence d'un même système social assignant chacun.e à une place sociale définie.

### **Les débats tabous : Racisme d'Etat et Islamophobie**

La logique en œuvre dans l'accusation de « communautarisme » s'étend à d'autres questions avec le même effet d'empêcher le débat contradictoire et l'approfondissement des analyses. Les termes adoptés dans les quartiers populaires pour dire la réalité sont systématiquement considérés comme problématiques. Ainsi en est-il du terme « islamophobie » (dont l'existence même est parfois contestée par certain.e.s appelant à la convergence) ou des expressions comme « racisme d'Etat ». Fréquemment, le procédé d'invalidation se déploie par la caricature et le réductionnisme. Ainsi par exemple, la dénonciation du « racisme d'Etat » par de nombreuses associations des quartiers populaires pour désigner les traitements d'exception pratiqués par des institutions de l'Etat (en contradiction avec les affirmations constitutionnelles) est-elle confondue (volontairement ou par ignorance, ceci importe peu, le résultat est le même pour nous) avec l'affirmation de l'existence d'un « Etat raciste » (comme à l'époque de Vichy). Il en est de même à propos de l'islamophobie dont la dénonciation tend à être perçue comme « victimisation » au mieux et remise en cause de la laïcité au pire.

*Nos prochaines adresses reprendront ces différents aspects et d'autres (dénonciation du colonialisme et du néocolonialisme français, personnes sans-papiers, etc.) en donnant systématiquement des exemples concrets de ces dernières années. Notre objectif est à la fois de contribuer à la construction de convergences dont toutes les composantes des classes populaires ont besoin mais aussi de visibiliser les conditions incontournables de la convergence. Faute de cela le décalage avec les classes et quartiers populaires continuera sous le regard amusé de ceux qui dirigent notre société.*